



Centre
Technique
des Bois
de Guyane

Editorial

Ecocertification de la gestion forestière en Guyane : une opportunité de développement pour la filière !

L'ONF, gestionnaire de la Forêt en Guyane, entame une démarche de certification de sa gestion forestière, selon le système PEFC (Pan European Forest Certification).

Le principal intérêt de cette démarche pour la filière bois est de se démarquer des bois du Brésil où, pour le moment, seuls environ 1% de la production provient d'une forêt certifiée.

Oui, la démarche a un coût qui sera supporté au moins en partie par les professionnels, et oui, le marché (français) n'est pas forcément prêt, pour le moment, à payer plus cher des bois certifiés.

Mais il s'agit ici d'anticiper sur la demande, car même lentement, le processus avance inexorablement, et il est certain que dans le futur, une grande partie du marché des bois tropicaux, se fera sur des bois eco-certifiés (voir page 6 l'article " lu pour vous " sur les enseignes de bricolage). Parce que des lois incitatives sont mises en place. Parce que les mouvements écologistes y veillent par leurs actions parfois " musclées " qui atteignent la réputation du maître d'ouvrage !

Dans le cadre de la loi sur l'air (dont le décret d'application doit sortir en janvier 2004), l'Etat s'est engagé à utiliser plus de bois dans les constructions relevant de sa responsabilité. Le matériau bois, en effet, comporte de nombreux avantages environnementaux : faible consommation d'énergie pour sa transformation, stockage de CO₂, performances thermiques ... avantages qui seraient perdus si l'exploitation forestière conduit à une déforestation massive.

Aujourd'hui, les marchés publics se préoccupent donc de mettre des exigences sur la provenance des bois utilisés et se posent la question d'identifier des filières d'approvisionnement aux pratiques incontestables au regard des connaissances actuelles.

La démarche actuelle est plutôt, à défaut de trouver des bois certifiés qui sont encore assez rares sur le marché, de mettre en place dans les cahiers des charges pour le bois des critères permettant d'assurer un minimum de " bonne pratique " de gestion forestière : on parle d'eco-conditionnalité. Ceci répond également à un souci d'inciter les pays producteurs, notamment les pays d'Afrique, à améliorer progressivement leur gestion forestière, plutôt que d'exiger de façon brutale l'éco-certification.

Enfin, pour répondre à l'argument du surcoût de la certification, les entreprises du Brésil qui ont la certification FSC (Forest Stewardship Council) témoignent que la démarche leur a permis une meilleure optimisation de l'exploitation et de meilleures conditions de travail, et qu'elles ne reviendraient plus en arrière. La certification s'est traduite par une augmentation de 10% des prix des bois entre exploitants et scieurs.

Il serait dommage de se priver de l'avance qu'a la Guyane dans ses pratiques de gestion forestière par rapport aux autres pays tropicaux, même si l'actualité de la filière est surtout marqué par le problème crucial de disponibilité et de coût de la ressource en bois. Anticipons sur les marchés de demain !

Sylvie Mouras

Sommaire :

Et en Guyane ?

- Ecocertification de la gestion forestière 1
- Efficacité des produits de préservation 2
- Séminaire HQE 3

Chantier Bois en Guyane :

- Quelques chantiers pour 2004 3

Dossier :

- Le bois : une énergie renouvelable pour la production d'électricité et de froid. 4

Lu pour vous :

- Bois écocertifiés : les enseignes s'engagent 6

Autres nouvelles :

- Dernières publications de normes 6
- Réaction au feu 7

Le Bois du Mois :

- L'Alimiao 8